

Action du 1^{er} Mai

Solidarité avec les syndicats de gauche et prokurdes

La peur et l'insécurité ne briseront pas la résistance en Turquie!

Procès de Firat Anli

Le 20 février a marqué l'ouverture du procès en justice contre Firat Anli, co-maire de Diyarbakir (Amed en kurde), et contre 51 co-accusés. La justice reproche à Firat Anli de promouvoir le séparatisme, car il a publiquement plaidé pour davantage d'autonomie communale, et d'avoir soutenu une organisation terroriste, dans le cadre de la construction d'un réseau d'eau potable. Il risque des dizaines d'années d'emprisonnement.

Sur invitation de l'association Brückenschlag, Firat Anli et Gültan Kisanak, l'autre co-maire de Diyarbakir, ont séjourné à Zurich début octobre 2016 pour s'entretenir avec Corine Mauch, la maire de la ville, et divers services municipaux. Dix jours après leur retour en Turquie, tous deux ont été arrêtés et la ville de Diyarbakir placée sous administration judiciaire. Voilà pourquoi une délégation de Brückenschlag Zürich-Diyarbakir (dont le SOLIFONDS) s'est rendue à la première journée du procès de Firat Anli. Quant à Gültan Kisanak, elle attend encore d'être jugée.

La délégation a assisté à un simulacre de justice. Le principal accusé n'a pas été autorisé à se présenter en personne au tribunal et n'était présent que par vidéo. La connexion ayant été interrompue à plusieurs reprises, il n'a pu suivre les débats que par intermittence. Le juge responsable étant tombé malade, le président du tribunal n'a été désigné que le jour du procès. Durant toute l'audience, le juge et le procureur ont été occupés davantage par leur téléphone portable et par leur bavardage que par les débats. Le public a donc eu l'impression que l'issue du procès était connue d'avance.

Lisez notre communiqué sur
solifonds.ch (en allemand)



Des enseignants protestent devant le Ministère de l'éducation.

Photo: Egitim Sen

Plusieurs tentatives ont été nécessaires pour établir enfin la communication avec celui que nous appellerons ici Ahmed. Il y a six mois, Ahmed a été suspendu de son emploi d'enseignant et de directeur d'école et fait aujourd'hui l'objet d'une procédure pénale. Il reste malgré tout très actif au sein du syndicat des enseignants Egitim Sen. Il se montre prudent, car la répression et l'arbitraire règnent en Turquie, tout spécialement au Kurdistan du Nord.

Comme nombre de ses collègues, Ahmed a participé à des manifestations pacifiques. Une d'entre elles dénonçait l'attentat de juillet 2015 à Suruç, où 33 jeunes ont perdu la vie en témoignant leur solidarité avec Kobané, alors l'objet d'âpres combats. Une autre exigeait l'instauration de la paix dans le Kurdistan du Nord, car l'armée turque avait recommencé, en 2015, à mener des actions violentes dans la région.

Déjà féroce auparavant, la répression contre les syndicats de gauche, tel Egitim Sen, s'est encore intensifiée après la tentative de putsch de 2016. Aux yeux d'Ahmed, cela n'avait rien de surprenant. Des enseignants ont été mutés ou arrêtés. Lui-même a été tellement mal noté par son supérieur, qu'il a perdu son poste de directeur alors qu'il l'occupait depuis neuf ans. Ahmed pense que c'est surtout à cause de son engagement syndical. Le président Erdogan avait qualifié les syndicats des employés de la fonction publique comme le ferment des liens entre la gauche et les Kurdes. Egitim Sen ainsi que tous les autres syndicats de gauche et prokurdes sont ainsi devenus une cible à plus d'un titre.

« Des dizaines de milliers de mes collègues sont suspendus, tout comme moi », poursuit Ahmed. Des procédures pénales ont été ouvertes contre eux ou peuvent l'être à tout moment. De plus, toutes les personnes suspendues de leur poste sont certaines d'être licenciées prochainement. Faire régner la peur et l'insécurité vise à briser toute velléité de résistance. Ahmed est donc persuadé que les syndicats de gauche et les forces prokurdes traversent une phase très difficile. Et il conclut : « Mais nous continuerons à résister et espérons pouvoir compter sur votre solidarité. »

Le jardin d'enfants Zarokistan vivra !

Un bref SMS a plongé Yara dans une profonde tristesse, mais aussi dans une colère noire. Il lui a appris que tout le personnel (30 employés) de Zarokistan, le jardin d'enfants de Diyarbakir qu'elle avait contribué à mettre sur pied, venait d'être licencié.

Zarokistan a été ouvert en septembre 2015 par l'administration municipale. Les forces progressistes, qui s'engagent pour la paix et l'autonomie de la région kurde, avaient gagné les dernières élections et des projets comme cette école enfantine faisaient partie de leur programme. Zarokistan comptait dix salles de classe, des locaux pour le sport, le théâtre et des ateliers, un réfectoire et un jardin. Le plus important, c'est que l'enseignement était dispensé dans les deux langues kurdes (zazaki et kumandji). Grâce à une pédagogie ouverte et ludique, les enfants apprenaient peu à peu à comprendre les problèmes de la culture et du quotidien : environnement, égalité des sexes, comportement démocratique. Aux dernières nouvelles, le jardin d'enfants comptait 193 élèves, dont 60 étaient issus de milieux modestes et étaient exemptés de l'écolage. La cohésion, par-delà les fossés économique et social, était l'une des pierres angulaires de Zarokistan.

Après ce fameux SMS, le rêve de Zarokistan paraissait anéanti : de nouveaux employés gèrent à présent le jardin d'enfants ; l'enseignement respecte les normes nationales et est dispensé en turc. Ce système a été mis en place par l'administrateur turc qui dirige Diyarbakir depuis la destitution et l'arrestation, en octobre dernier, des deux co-maires élus.

Pourtant, Zarokistan a ressuscité ! 170 familles se sont regroupées et ont déjà trouvé de nouveaux locaux. Il y aura certes moins de place, mais l'essentiel est de faire vivre l'esprit de Zarokistan. C'est une entreprise difficile, qui requiert d'urgence notre solidarité !



Au jardin d'enfants.

Photo : Zarokistan



Des syndicalistes des services publics arrosés de gaz lacrymogène.

Photo : Reuters/Stringer

L'État turc fait la guerre aux fonctionnaires qui résistent

Le syndicat turc de l'enseignement, Egitim Sen, vient de publier de nouvelles données sur la vague de suspensions et de licenciements en Turquie : depuis le coup d'État avorté de l'été 2016, 105000 employés d'État, en particulier des membres de syndicats de gauche et prokurdes, ont été licenciés ou suspendus ; un tiers d'entre eux sont des enseignantes et des enseignants. Ils n'ont pas reçu de préavis et n'ont pas été informés personnellement. Ils apprennent la chose en consultant les listes que le Gouvernement turc publie sur Internet. Comme le pays vit sous l'état d'urgence, ils n'ont aucun moyen de s'opposer à cette décision.

Pour les enseignants concernés, un licenciement équivaut en réalité à une interdiction d'exercer leur profession : ils ne peuvent plus travailler dans les écoles publiques et il a été recommandé aux écoles privées de ne pas engager des enseignants licenciés. Ces instituteurs et institutrices ne perdent pas seulement leur emploi, ils sont également déchés de leur assurance maladie et de leur droit à une pension. De plus, ils n'ont pas le droit de quitter la Turquie.

Quelque 1500 membres d'Egitim Sen ont été licenciés. Parmi eux figurent 16 présidents et 103 membres du comité national ou de comités régionaux du syndicat. Environ 10000 autres membres sont suspendus. Interdire le syndicat n'est visiblement pas à l'ordre du jour, car l'État turc compte à l'évidence intimider et démoraliser ses dirigeants et ses membres.

Egitim Sen et la question kurde

De l'avis de la section de Diyarbakir d'Egitim Sen, les attaques contre le syndicat, les actions visant les employés de la fonction publique en général et la répression des syndicalistes sont étroitement liées à la question kurde, toujours irrésolue. En effet, 90 % environ des membres du syndicat sont d'origine kurde et ont travaillé dans les régions kurdes.

Dès l'été 2015, lorsque l'armée a brusquement mis fin à la brève période d'ouverture et de négociations entre le Gouvernement turc et les Kurdes, les syndicalistes prokurdes sont bien entendu descendus dans la rue afin de défendre les droits de la population kurde. Pour avoir participé à ces manifestations, ils sont aujourd'hui accusés de soutenir des organisations terroristes, voire d'en être membres.

« Les enseignants progressistes, écrit Egitim Sen, qui ont défendu les normes séculières dans le domaine de la formation, sont une épine dans le pied du gouvernement. Ils le dérangent lorsqu'ils dénoncent la violence envers les femmes, le mariage de mineurs ou les abus à l'égard des enfants. Le gouvernement ne veut rien savoir de leur lutte contre une société où l'analphabétisme gagne du terrain et qui est de plus en plus dominée par

la religion. La principale raison pour laquelle le gouvernement veut nous écarter est toutefois ailleurs : elle réside dans notre revendication d'une éducation fondée sur le kurde, notre langue maternelle.»

Monopole syndical de l'État ?

Après la vague de licenciements, plus de 30 000 nouveaux enseignants fidèles au gouvernement ont été engagés. Sans rien remettre en question, ils enseignent les contenus nationalistes et religieux prescrits et dispensent leurs cours en turc uniquement. Les candidats aux postes d'enseignement doivent passer un examen : jusqu'ici il portait sur la pédagogie et les matières enseignées ; depuis la tentative de coup d'État, les candidats doivent donner leur avis sur le système présidentiel ou sur le putsch, définir le terme « rais » ou énumérer des organisations terroristes.

Ils sont regroupés au sein du syndicat Memur-Sen, qui soutient pleinement la politique du président Erdogan. Même les membres d'Egitim Sen sont aujourd'hui obligés d'adhérer au Memur-Sen s'ils veulent garder leur emploi. Les membres actifs d'Egitim Sen n'ont aucune chance d'obtenir un nouveau poste. Le régime étouffe peu à peu les syndicats critiques, et pas seulement dans l'enseignement. Il se débarrasse des mouvements syndicaux indépendants sans avoir à les interdire.

La résistance turque a besoin de notre solidarité

En Turquie, les forces prokurdes et de gauche impressionnent par leur volonté de poursuivre la lutte. Le présent bulletin décrit plusieurs exemples de cette résistance : le jardin d'enfants kurde et l'Académie solidaire, notamment. Mais il y a aussi les syndicalistes qui s'opposent à la politique du gouvernement. Nous pouvons leur témoigner notre solidarité en leur apportant notre appui. Nous devons suivre leur combat et en parler. Nous pouvons aussi afficher notre présence aux procès de personnes qui font face à de lourdes accusations à cause de leur engagement politique et syndical, et qui risquent des peines aussi sévères qu'injustes.



Une protestation qui fait du bruit. Photo: Egitim Sen

Tout syndicat est une organisation criminelle

Voilà la conclusion qui découle de la décision rendue par une cour d'appel turque. Celle-ci a confirmé, en mars 2017, le jugement de 14 membres du syndicat TÜMTİS, condamnés en 2012 à de longues peines de prison par l'instance précédente. Leur crime est d'avoir réussi, en 2007, à constituer un syndicat d'entreprise dans une société logistique d'Ankara. Sur ces entrefaites, l'entreprise a porté plainte contre eux et le tribunal a estimé qu'ils étaient coupables « d'avoir fondé une organisation criminelle ». Il les a de plus accusés de « coercition et d'avoir enfreint les normes syndicales et le droit de travailler en paix ». Ils auraient eu pour seul objectif d'obtenir des avantages financiers.

Le président de TÜMTİS a rétorqué que « ces condamnations s'inscrivent dans une stratégie visant à intimider notre syndicat, mais aussi les syndicats et les travailleurs en général ». Il est d'ailleurs bien décidé à poursuivre la lutte, car il importe de défendre la liberté syndicale et les normes du travail.

Cet exemple montre que la pression s'exerce non seulement sur les syndicats de gauche des services publics, mais aussi sur ceux du secteur privé.

Merci pour votre solidarité avec les syndicats de gauche et prokurdes en Turquie !

Empfangsschein / Récépissé / Ricevuta

⊕ Einzahlung Giro ⊕

⊕ Versement Virement ⊕

⊕ Versamento Girata ⊕

Einzahlung für / Versement pour / Versamento per

Einzahlung für / Versement pour / Versamento per

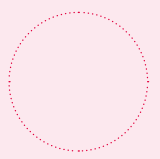
Zahlungszweck / Motif versement / Motivo versamento

SOLIFONDS
Fonds de solidarité pour
la libération sociale dans le
tiers monde, Neuchâtel
Zürich

SOLIFONDS
Fonds de solidarité pour
la libération sociale dans le
tiers monde, Neuchâtel
Zürich

1. Mai – Syndicats Turquie

Je souhaite recevoir des informations sur le SOLIFONDS.



CH52 0900 0000 8000 7761 7

CH52 0900 0000 8000 7761 7

Konto / Compte / Conto **80-7761-7**
CHF

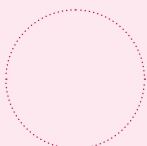
Konto / Compte / Conto **80-7761-7**
CHF

Einbezahlt von / Versé par / Versato da

□ □ □ □ □ □ □ □ . □ □

□ □ □ □ □ □ □ □ . □ □

Einbezahlt von / Versé par / Versato da



Die Annahmestelle
L'office de dépôt
L'ufficio d'accettazione

800077617>

800077617>

Académie solidaire en Turquie

La science n'obéit pas!



Affiches de cours organisés dans des lieux publics par l'Académie solidaire.

« La science n'a besoin ni de murs ni de portes fermées; la science n'obéit pas! » C'est sous ce mot d'ordre que des cours sont présentés ces temps dans plusieurs villes turques: dans les parcs et les rues, sur les places ou devant les prisons. Ces actions s'inscrivent dans la campagne intitulée « Académie solidaire – académie sans campus ». Cette campagne a été lancée en réaction à la répression exercée par l'État turc contre les universitaires, les étudiants et les universités qui ont participé à l'appel des « Académiciens pour la paix » ou qui l'ont signé. Le président Erdogan les a accusés de trahison et a enjoint aux universités de prendre des mesures contre les signataires. Ceux-ci ont alors été suspendus ou licenciés, voire arrêtés, et certaines universités ont été fermées.

Les universitaires licenciés ne se sont toutefois pas laissés impressionner: ils ont aussitôt décidé de donner leurs cours dans l'espace public. Depuis, en général une fois par semaine, ils présentent des exposés sur des sujets politiques et sociétaux, dont voici quelques exemples: la politique féministe; la guerre, l'immigration et l'écologie; hégémonie et contre-hégémonie. Les acteurs de cette campagne ne veulent pas seulement transmettre des connaissances, mais également rompre le silence qui entoure la répression systématique. Malgré l'autoritarisme croissant du régime, ils tiennent aussi à ménager une place pour la pensée critique.

La Turquie compte actuellement dix académies solidaires réparties dans dix villes. En organisant des ateliers communs, elles entendent approfondir leurs liens et leurs échanges et élaborer ensemble des stratégies d'avenir. Des publications sont par exemple prévues dans le cadre de ce réseau.

« Nous ne serons pas complices de ce crime! »

C'est sous ce titre que l'initiative turque Académiciens pour la paix a publié une pétition en janvier 2016. Le texte revendiquait le rétablissement de la paix dans le Kurdistan du Nord, la reprise des pourparlers de paix avec les autorités turques et la cessation immédiate des violations des droits humains. L'appel a été signé par 1128 universitaires.

Bangladesh: syndicalistes libérés

En décembre 2016, des dizaines de milliers d'ouvrières et d'ouvriers du textile se sont mis en grève au Bangladesh pour exiger une hausse salariale. Le gouvernement a par la suite fait arrêter 35 syndicalistes et fermer les bureaux des syndicats, tandis que les entreprises mettaient nombre de leurs employés à la porte.

Après une vaste campagne de protestation internationale, un accord tripartite a été conclu le 23 février entre les syndicats, le Ministère du travail et l'association des entreprises du textile: les personnes arrêtées ont été libérées, les bureaux des syndicats enregistrés pourront rouvrir et tous les ouvriers et ouvrières licenciés devraient être réintégrés. L'accord ne prévoit toutefois pas l'obligation de compenser les pertes de salaire des employés ni l'abandon des plaintes déposées contre les travailleurs et les syndicalistes dans le cadre de la grève.

Le gouvernement envisage quant à lui sérieusement d'interdire les syndicats non enregistrés. Or les syndicats de gauche, soit précisément ceux qui jouent un rôle important dans le mouvement ouvrier, n'ont aucune chance d'obtenir leur enregistrement. À la répression, qui demeure féroce, s'ajoute ainsi la volonté de diviser les travailleuses et les travailleurs. Le SOLIFONDS reste solidaire de la lutte ouvrière au Bangladesh et suivra de près l'évolution de la situation.

Édition: Fondation Fonds de solidarité pour les luttes de libération sociale dans le tiers monde, soutenue par l'Union syndicale suisse (USS), le Parti socialiste suisse (PSS), Solidar Suisse/OSEO et les cofondateurs: Afrika-Komitee, Public Eye, FEPA, Comité Guatemala, Magasins du Monde, Comités Nicaragua – El Salvador, Comité suisse de soutien au peuple sahraoui, Groupe de travail Suisse-Colombie.
Rédaction: Sandra Julius, Urs Sekinger
Traduction: Milena Hrdina, Bienne
Impression: printoset, Zurich